



Séance ordinaire du mardi 14 décembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Stéphane CHAMPAY, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, François RIO, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Florence AUBY, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Bernard MODOT, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Florence BRAU, Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Agnès SAURAT, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER

Environnement - Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid (RMCF) - Délégation de service public (DSP) - Rapport annuel du délégataire relatif à l'exercice 2020 - Examen

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Conformément à l'article L.1411-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le délégataire produit chaque année, avant le 1er juin, à l'autorité délégante, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à une analyse.

A cet effet, le rapport du délégataire relatif à la DSP RMCF portant sur l'année 2020 a donné lieu à :

- Une communication au Conseil de la Métropole par délibération du 28 juillet 2021 ;
- Une présentation en Commission de Contrôle des Comptes, présidée par M. Jean-François AUDRIN en date du 14 octobre 2021 ;
- Une présentation en Commission Consultative des Services Publics Locaux, présidée par Mme Michèle CASSAR, en date du 29 octobre 2021.

Il est désormais proposé au Conseil de prendre acte de l'analyse du rapport du délégataire :

I) Rappel des principales modalités du contrat

La création de Montpellier Méditerranée Métropole par décret en date du 23 décembre 2014, a entraîné le transfert de la compétence communale relative à l'énergie, et le transfert du contrat de délégation historique entre la Ville de Montpellier et son délégataire la SERM. Le Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid est ainsi confié à la SERM, dans le cadre d'une délégation de service public de la Métropole. Le délégataire assure ainsi le développement, la construction et l'exploitation de la production et de la distribution de chaleur et de froid, sur le territoire de la Ville de Montpellier.

La SERM est une Société Anonyme d'Economie Mixte Locale (SAEML), dont la Ville est présidente et actionnaire majoritaire à hauteur de 41,38%, aux côtés de Montpellier Méditerranée Métropole (28,73%), de la Ville de Palavas-les-Flots (0,48%) et de partenaires privés (29,41%). La présidence de la SERM est assurée par Michael DELAFOSSE, et sa vice-présidence par Catherine RIBOT. Le contrat de délégation de service public en date du 31 décembre 1986, a fait l'objet de plusieurs avenants dont une prolongation de durée qui en fixe le terme au 31 décembre 2030.

Le réseau public de chaleur et de froid se compose de huit sites de production : Antigone/Polygone, Odysseum/Hippocrate, Port Marianne, Les Grisettes, la Cité Créative (ex-EAI), Beausoleil, Nouveau Saint Roch et Cambacérès.

Tourné à l'origine vers les énergies fossiles (gaz, fuel domestique), le réseau urbain s'est orienté, depuis 2007, vers les énergies renouvelables (bois, solaire), de récupération (valorisation des déchets et de la chaleur des installations industrielles), non émettrices de gaz à effet de serre.

Un avenant n°5 a été établi en 2020, afin d'amplifier le recours aux énergies renouvelables et de récupération, dans les nouveaux projets de réseaux relatifs au plan quinquennal de travaux « 2017/2021 », conformément à la stratégie du Plan Climat Air Energie Territorial, et du plan solaire de Montpellier Méditerranée Métropole.

En 2021, un avenant n°6 a permis de procéder à l'actualisation des projets et des subventions relatives au plan quinquennal de travaux. Cet avenant emporte avec lui, l'ambition affichée de Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre du PCAET. Cette ambition est axée sur l'opportunité de créations de nouveaux réseaux plus innovants, et augmentant le recours aux énergies renouvelables et de récupération.

Le programme d'investissement prévoit notamment la valorisation des eaux usées sur le quartier Beausoleil, la récupération de chaleur et la production d'électricité photovoltaïque sur le quartier Nouveau Saint Roch, l'extension du réseau de chaleur du quartier de l'EAI vers le quartier Croix d'Argent, et la création d'un nouveau réseau de chaleur et de froid pour le quartier Cambacérès, basé sur la valorisation de la géothermie sur nappe.

II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

1) L'activité

Le réseau compte 244 abonnés en chaud et 88 abonnés en froid, pour un total de 21 918 équivalents logements ; soit environ 1,78 millions de m² de logements, commerces, établissements de santé, établissements scolaires et bureaux.

En 2020, les ventes de chaleur sont équivalentes à celles de 2019 avec le dépassement du seuil des 100 GWh annuels, soit 107 792 MWh de chaleur vendue en 2020. Sur cette activité, la baisse des consommations des abonnés du secteur tertiaire, a été en partie compensée par une forte hausse des consommations dans les établissements de santé.

Les ventes de froid, à hauteur de 30 537 MWh, diminuent de 15%, suite aux épisodes de confinement successifs des clients du secteur tertiaire, et la fermeture des équipements publics.

Les ventes d'électricité à hauteur de 23 901 MWh, sont en nette baisse (8.2%), en lien avec le début d'incendie dans la salle moteur d'Antigone, dans la nuit du 04 décembre 2020. La disponibilité des machines s'est ainsi limitée à 75,4% pour les moteurs d'Antigone, tout en restant soutenue sur le secteur Polygone, où elle s'est établie à 96,1%.

7 nouveaux contrats de raccordement ont été signés en 2020 (4 en fourniture de chaleur seule, et 3 en fourniture de chaleur et froid), pour une surface totale de plus de 32 256 m².

2) La qualité du service public

Le réseau public de chaleur et de froid existant sur la ville de Montpellier présente d'ores et déjà un taux d'énergie renouvelable remarquable, comme en atteste la labellisation Eco-réseau de chaleur depuis 2018. En effet, sur les 9 sites de production du réseau urbain, présents dans plusieurs quartiers de Montpellier (Joffre, Antigone, Odysseum, Port-Marianne, Richter, Jacques-Coeur, Polygone, Grisettes et Universités) et alimentant en chaleur et froid 1,6 million de m², la chaleur est produite à 67 % à partir d'énergies renouvelables, telles que, la biomasse, le biogaz, la chaleur de récupération et le solaire, complétées par du gaz naturel. La validation d'un taux d'énergie renouvelable de plus de 50% à partir de 2016 permet de faire bénéficier à l'ensemble des abonnés d'un taux de TVA réduit de 5,5 % sur la chaleur.

Le froid distribué est produit à 90% à partir d'électricité verte, issue des barrages hydroélectriques de Rhône-Alpes, complétée par du gaz naturel.

En 2020, 14 réclamations sont recensées, dont 11 sont relatives à la chaleur, et 3 relatives au froid. Elles concernent essentiellement les installations secondaires en chaleur qui sont sous la responsabilité des abonnés, ou des dysfonctionnements liés à la cascade des groupes frigorifiques, entraînant un déficit de la production par rapport à la demande, sur le réseau froid.

3) La grille tarifaire

Pour 2020 et conformément aux dispositions des avenants 2 et 4 du contrat de Délégation de Service Public, le prix de vente évolue selon des coefficients pondérateurs au 1er juillet de chaque année.

Le tarif de vente de chaleur a baissé de 3,9% en valeur HT, de janvier 2020 à janvier 2021, suivant la conjoncture générale baissière du marché de gaz.

Les tarifs de froid suivent les évolutions du tarif de l'électricité, du gaz, et du prix de l'eau, et sont en légère hausse (+0,2%) entre janvier 2020 et janvier 2021.

III) Présentation et analyse du compte rendu financier

En 2020, le résultat net global à la clôture de l'exercice (après IS et épargne salariale) atteint 756 K€, et s'affiche en baisse de - 1 123 K€, soit -60 %. Le résultat courant avant impôts s'élève à -976 K€ (contre 821 K€ en 2019). Le résultat financier s'élève à -369 K€ et s'améliore de +69 K€. Le résultat exceptionnel de 2 123 K€ progresse de +177 K€, soit +9 % ; ce dernier est essentiellement lié aux nouveaux droits de raccordements sur le réseau.

Le résultat d'exploitation s'élève à -607 K€ en 2020 (contre 1 260 K€ en 2019).

Les produits d'exploitation à hauteur de 16 374K€, sont en baisse de -3,21% par rapport à 2019 (-543 K€). Le chiffre d'affaires total de l'exercice 2020 est en effet en baisse, et atteint 14 598 K€, contre 15 938 K€ en 2019, (soit -8,40%). Les ventes de chaleur, représentant 56% du chiffre d'affaires, diminuent de -1,17 % (soit -97 K€), passant de 107 198 MWh à 107 792 MWh en 2020. Compte tenu des épisodes de confinement successifs des clients du secteur tertiaire, et de la fermeture de certains équipements publics, les ventes de froid, représentant 23 % du chiffre d'affaires, diminuent de -7,65 % (soit -282 K€). Ces dernières s'établissent à 30 537 MWh contre 35 906 MWh en 2019, et 39 951 MWh en 2018. Les ventes d'électricité, représentant 20% du chiffre d'affaires, avec 23 901 MWh, sont en baisse de -24% (contre 26 048 MWh produits en 2019).

Les charges d'exploitation à hauteur de 16 982 K€, sont en hausse de +8,45%, soit +1323 K€ par rapport à 2019.

Les achats d'énergie et fluides s'élèvent à 7 045 K€ et diminuent de -5,5% soit -411 K€. La progression des achats de bois à hauteur de +129 K€ (soit +6,24%) est compensée par la baisse des achats de gaz de -326 K€ (soit -9,6%). Les charges d'exploitation techniques à hauteur de 2 194 K€ progressent de +2% soit +51 K€.

Le montant de la redevance versée à la Métropole s'élève à 305 K€ (2,6% du CA HT).

En 2020, un budget important de 1 964 K€ a été consacré au gros entretien sur l'ensemble des équipements. On note une augmentation du poste entretien et réparation de 57,56% (soit +1,3 M€), dont une partie est éligible au CEE (pour 527 K€). A cela s'ajoute les travaux de révision des installations de cogénération du Polygone pour 533 K€, et 710 K€ de dépenses de travaux de gros entretien.

Le coût des frais de personnel et des charges de structure représente 1 301 K€ en 2020 (contre 1 409 K€ en 2019), soit une baisse de -7,64% (-108 K). Pour l'exercice 2020, 9,45 ETP sont affectés à la gestion du RMCF.

Concernant les investissements du plan quinquennal, 9,9 M€ de travaux ont été engagés à fin 2020, soit 28% des prévisions relatives à l'avenant 6. On note que 60% de ces investissements ont bénéficié au réseau existant (Antigone/polygone, Les grisettes, Port Marianne), et 40% ont été dédié aux nouveaux réseaux, dont 30% pour le réseau Beausoleil.

En cumulé, 61% des dépenses prévues à l'avenant 6 ont été réalisées à fin 2020, soit un retard de -2,85% par rapport à l'avenant 6, en raison du décalage des projets d'aménagements concernant l'adaptation de certaines ZAC.

IV) Conclusion et perspectives

Le prévisionnel de l'année 2021 intègre une augmentation du volume des ventes de chaleur (+6,4%), tenant compte notamment du raccordement de nouveaux abonnés structurants telle que l'Université de Richter (+2840 MWh), le Palomaya à Port Marianne (+850 MWh) et le nouveau réseau desservant la Clinique Beausoleil (+1070 MWh). Les ventes de froid étaient ainsi également prévues en hausse de 30% pour ces nouveaux abonnements et réseau, et dans la perspective d'un retour à la normale sur le fonctionnement du centre commercial du Polygone. Toutefois compte tenu du contexte sanitaire en lien avec l'épidémie de Covid-19, une baisse importante des consommations de bureaux, commerces et établissements publics, avec des retards dans le raccordement des projets immobiliers est constatée. Les volumes de ventes de chaleur semblent impactés de - 13 % et ceux des ventes de froid à hauteur de -18%. Les prévisions d'atterrissage en terme de chiffres d'affaires abonnés seraient toutefois préservées à hauteur de 13 M€, soit en progression de +13%. Les droits de raccordements restent prévus en hausse de +600 K€.

Concernant les investissements, l'avenant 6, signé en 2021, a permis l'actualisation des projets et des subventions prévisionnelles y afférents. Le calendrier de réalisation des nouveaux réseaux, tels que la Cité Créative (ex-EAI), Nouveau Saint Roch, Beausoleil, et Mogère, a fait l'objet d'un décalage, consécutivement aux impacts de la crise sanitaire sur les opérations d'aménagements, portant la finalisation de la construction de ces réseaux en 2026.

Le nouveau réseau de chaleur devrait bénéficier de 45% de subvention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte de l'examen du rapport du délégataire de service public au titre de l'année 2020 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 20/12/21

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

**Monsieur Le Premier Vice-
Président**

Signé.

Renaud CALVAT

Publiée le : 21 décembre 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20211214-175332-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 21/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.